

**ARRÊTÉ**  
**portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables**  
**Installations classées pour la protection de l'environnement**  
**PIERRES DE CAPPY à CAPPY**

**LE PRÉFET DE LA SOMME**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;

**Vu** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

**Vu** le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012, autorisant la société PIERRES DE CAPPY à exploiter des installations relevant des rubriques n°2510-1 et 2515-1 de la nomenclature des installations classées route départementale 164, lieu-dit « Les Carrières » à CAPPY (80340), et notamment ses articles 1.6.2, 4.2.1, 4.3.2, 7.4.6 et 9.2.4 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

**Vu** le rapport du 26 juin 2024, rédigé par l'inspection des installations classées à l'issue de la visite d'inspection du 24 juin 2024 et transmis à l'exploitant par courrier du 28 juin 2024 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 18 juillet 2024, reçu le 23 juillet 2024 ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

**Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite d'inspection du 24 avril 2024 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a pas réalisé de mesures des émissions sonores, et ce contrairement aux dispositions de l'article 9.2.4 "Autosurveillances des niveaux sonores" de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 juin 2012 susvisé, prévoyant :

*« Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.7 puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander ».*

- il a été constaté une aire non étanche et non aménagée conformément à la présente prescription. Il a été constaté un séparateur d'hydrocarbures non couvert et non connecté à l'aire non étanche. L'exploitant précise qu'il ne réalise pas de ravitaillement et le stationnement leur stationnement prolongé des engins de chantier en dehors des horaires d'activité sur cette aire non étanche. Ces constats sont contraires aux dispositions de l'article 4.2.1 "Aire étanche" du même arrêté susvisé, prévoyant :

*« Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures. »*

- un sanitaire mobile type toilette de chantier est présent sur site. L'exploitant précise qu'il est inutilisable car la cuve est remplie. Il n'a pas été constaté de fuites de cette cuve du sanitaire mobile. L'exploitant n'a pas vidangé la cuve étanche des eaux sanitaires auprès d'une société spécialisée. Ces constats sont contraires aux dispositions de l'article 4.3.2 "Eaux sanitaires" du même arrêté susvisé, prévoyant :

*« Les eaux sanitaires sont collectées, traitées et évacuées selon le code des collectivités locales. A défaut, elles sont dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée. »*

- aucun kit de première intervention était disponible sur la carrière, et ce contrairement aux dispositions de l'alinéa 1 du 7.4.6 "Kit de première intervention" du même arrêté susvisé, prévoyant :

*« Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. »*

- l'exploitant n'a pas justifié disposer de garanties financières pour la phase 3, et ce contrairement aux dispositions de l'article 1.6.2. "Montant des garanties financières" du même arrêté susvisé, prévoyant :

*« Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase : Phase 3 : 153 558 €. Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 616,5 correspondant au mois de mai de l'année 2009. Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5. »*

2. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique, la protection de la nature et la protection de l'environnement ;

3. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PIERRES DE CAPPY de respecter les dispositions des articles 9.2.4 "Autosurveillances des niveaux sonores", 4.2.1 "Aire étanche", 4.3.2 "Eaux sanitaires", alinéa 1 du 7.4.6 "Kit de première intervention" et 1.6.2. "Montant des garanties financières" de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juin 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

## ARRÊTE

### **ARTICLE 1. – OBJET**

La société PIERRES DE CAPPY sise route départementale 164 lieu-dit « Les Carrières » à CAPPY (80340) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2. – AUTOSURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juin 2012 susvisé qui prévoit notamment que :

*« Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 2.1.7 puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander ».*

### **ARTICLE 3. – AIRE ÉTANCHE**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juin 2012 susvisé qui prévoit notamment que :

*« Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures ».*

### **ARTICLE 4. – EAUX SANITAIRES**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juin 2012 susvisé qui prévoit notamment que :

*« Les eaux sanitaires sont collectées, traitées et évacuées selon le code des collectivités locales. A défaut, elles sont dirigées vers une cuve étanche régulièrement vidangée par une entreprise spécialisée. ».*

### **ARTICLE 5. – KIT DE PREMIÈRE INTERVENTION**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 7.4.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juin 2012 susvisé qui prévoit notamment que :

*« Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures. »*

### **ARTICLE 6. – MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 7 juin 2012 susvisé qui prévoit notamment que :

*« Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase : Phase 3 : 153 558 €. Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 616,5 correspondant au mois de mai de l'année 2009. Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus*

correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5. »

#### **ARTICLE 7. – SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2, 3, 4, 5 et 6 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **ARTICLE 8. – PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 9. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier 80000 AMIENS) dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

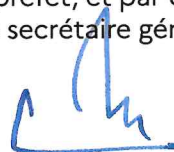
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **ARTICLE 10. – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la sous-préfète de PÉRONNE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PIERRES DE CAPPY.

AMIENS, le 26 AOÛT 2024

Pour le préfet, et par délégation,  
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Emmanuel MOULARD', is written over a horizontal line.

Emmanuel MOULARD